

Commune de THIL
(Ain)

REPUBLIQUE FRANÇAISE – Liberté, Égalité, Fraternité

COMPTE RENDU du Conseil Municipal

SÉANCE DU 19 JANVIER 2015

L'an deux mil quinze, le dix-neuf janvier à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle Polyvalente, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –
MM. MAISONNAS, GUILLARD, SEMAY, Adjoints

Mmes BERGER, BORREL-JEANTAN, BRIGNONE, DUPRAT, DUPUY-ROUDEL
Mrs CAPLAT, JULIAN, MANIE, THUOT, ZIMERLI

Excusée : Mme PERROU

Secrétaire de séance : Mme BORREL-JEANTAN

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Mr le Maire fait part à l'assemblée des demandes reçues par Mail de Mme Berger et Mr Manié concernant des modifications à apporter sur le compte rendu de la séance précédente à savoir :

Mme Berger demande que :

1. Dans le § 3 la phrase : « Mr Guillard informe que suite à la réforme des rythmes scolaires, les enfants ont cours le mercredi matin. A l'issue des cours, certains enfants fréquentent l'ALSH Gabi de Beynost ».

soit modifiée ainsi :

« Mme Berger informe que suite à la réforme des rythmes scolaires, les enfants ont cours le mercredi matin. A l'issue des cours, les enfants thilois ont la possibilité de fréquenter l'ALSH Gabi de Beynost »

2. La phrase : « Mme Berger répond que c'est de l'ordre de 19,80 € en fonction du coefficient familial. »

soit modifiée ainsi :

« Mme Berger répond que l'adhésion à l'association est de l'ordre de 19,40 € et qu'ensuite la tarification se fait à l'heure en fonction du coefficient familial. »

Mr Manié demande que :

1. Dans le § 2 la phrase : « Monsieur Guillard précise que la Commission Sport Culture a reçu récemment le Club de BMX lors de la première phase d'instruction des demandes de subventions. »

soit modifiée ainsi :

« Mr Guillard et Mr Manié précisent que le dossier n'a pas encore été présenté à la commission sport sous le présent mandat. »

2. Dans le § 5 la phrase : « La mise en place de caméras représente un budget important. »

soit complétée ainsi :

« La mise en place de caméras représente un budget important, équivalent à celui qui a permis la rénovation de la rue de l'Eglise.»

.../...

3. La phrase : « Mr Manié ne voit pas l'intérêt d'une quatrième caméra et votera donc contre la charte de déontologie. »

soit complétée ainsi :

« Mr Manié ne voit pas l'intérêt d'une quatrième caméra et votera donc contre la charte de déontologie. Il rappelle que l'arrêté préfectoral prévoit l'installation de 3 et pas de 4 caméras. »

4. La phrase : « Mr Manié répond qu'étant contre la quatrième caméra, il ne peut pas voter la charte de déontologie.

soit modifiée ainsi :

« Mr Manié répond qu'il a voté contre l'attribution du marché de vidéo protection au conseil municipal du 9 octobre 2014, parce que le nombre de caméras n'était alors pas déterminé. Etant contre la quatrième caméra, il ne peut pas aujourd'hui approuver le projet. Par soucis de cohérence, il vote contre la charte de déontologie, qui encadre la mise en œuvre du projet.

5. Dans le § 6 la phrase : « Mr Manié s'interroge sur la nécessité de cette délibération. »

soit modifiée ainsi :

« Mr Manié regrette que la commission finances ne soit pas informée et impliquée dans cette gestion. Il rappelle que seulement deux commissions finances ont été tenues depuis le début du mandat. »

6. La phrase : « Mr Manié demande si les salaires sont imputés en investissement. »

soit modifiée ainsi :

« Mr Manié demande si le paiement des salaires nécessite cette délibération. »

L'Assemblée n'ayant pas d'autres modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée de la correction apportée à la DM n° 5 votée lors du dernier Conseil Municipal. En effet, suite à une erreur de plume liée à la mauvaise consigne donnée par le Percepteur (la clôture des comptes du Syndicat des communes riveraines du Canal de Miribel génère un excédent de fonctionnement et non d'investissement), il convient de modifier la DM comme suit :

| Désignation | Diminution sur crédits ouverts | Augmentation sur crédits ouverts |
|---|--------------------------------|----------------------------------|
| D 6228 : Divers | | 309.83 € |
| TOTAL D 011 : Charges à caractère général | | 309.83 € |
| D 023 : Virement section investissement | 6306.00 € | |
| TOTAL D 023 : Virement à la sect^e d'investis. | 6306.00 € | |
| D 6811 : Dot.amort.immos incorp.& corp | | 6306.00 € |
| TOTAL D 042 : Opérations d'ordre entre section | | 6306.00 € |
| R 002 : Excédent antérieur reporté Fonc | | 309.83 € |
| TOTAL R 002 : Excédent antérieur reporté Fonc | | 309.83 € |
| R 021 : Virement de la section de fonct | 6306.00 € | |
| TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct. | 6306.00 € | |
| R 28041582 : GFP : Bâtiments et installation | | 5 512.00 € |
| R 28041641 : IC : Biens mobiliers, matériel | | 794.00 € |
| TOTAL R 040 : Opérations d'ordre entre section | | 6 306.00 € |

2. CCMP

Mr le Maire précise que, en vue de l'élaboration du Budget 2015, les différentes commissions sont réunies afin de prendre connaissance et d'instruire leurs propositions budgétaires. Celles-ci feront l'objet d'un arbitrage par le Bureau exécutif avant d'être soumis au vote de l'Assemblée délibérante en mars 2015.

Mr le Maire précise que le Débat d'Orientations Budgétaires se tiendra le 25 février 2015.

3. PLAN LOCAL D'URBANISME

En introduction, Mr le Maire précise que l'Arrêt du PLU est la troisième phase du processus de révision générale du PLU.

La première phase en a été la prescription de révision du PLU, en mars 2010, la deuxième phase a été celle des deux débats relatifs au Plan d'Aménagement et de Développement Durables, en février puis en octobre 2014.

Il rappelle que les trois équipes municipales successives – soit au total 25 Conseillers municipaux, Maire compris - ont travaillé sur la « copie » du PLU présentée à l'Arrêt ce qui représente environ 1.000 heures de travail.

Plus de trente réunions ont été tenues entre 2011 et décembre 2014 dont une dizaine depuis avril 2014.

Il remercie les élus pour le travail accompli.

Deux réunions publiques ont été tenues : l'une en mai 2011 pour la présentation du projet, l'autre en Juin 2014 pour la présentation du PADD . Une vingtaine de rendez-vous individuels ont été réalisés.

Mme Dupuy-Roudel souhaite s'assurer que ce ne n'est pas un document définitif.

Mr le Maire répond qu'il peut y avoir des adaptations mais à la suite de l'Enquête Publique.

.../...

Il souligne que le POS voté en mars 2002 reste en vigueur jusqu'à l'approbation du nouveau PLU.

Enfin, il précise que l'objet de la présente délibération est d'acter de la conformité du processus au regard de ce qui a été prescrit lors de la mise en révision générale du PLU.

Il donne lecture du projet de délibération n° 15.01.01.

Mr Manié rappelle que le PLU est un document important qui impacte la vie de tous les jours. Il votera contre ce projet pour deux raisons :

1. La carte de zonage du PLU telle que découverte dernièrement pose des problèmes sérieux,
2. Certaines orientations ne préservent pas la qualité de vie des Thilois.

Mr Manié dit qu'il a choisi d'habiter à Thil parce que c'est un village où il fait bon vivre et que la possibilité de construction d'immeubles comportant potentiellement jusqu'à 100% de logements sociaux est de nature à remettre en cause le caractère rural et familial du village.

Sur la question des logements sociaux, Mr Le Maire répond qu'il ne peut laisser insinuer une telle assertion et laisser « agiter des mouchoirs rouges » concernant le logement social.

Mr le Maire lui rappelle que l'objet de l'Arrêt du PLU est de se prononcer sur la forme du processus de révision et non de le discuter sur le fond.

Le Commissaire enquêteur qui sera désigné par le Président du Tribunal Administratif sera là pour recueillir les informations et commentaires des Thilois.

Mr le Maire invite Mr Manié à déposer ses commentaires, comme tout citoyen, lors de l'enquête publique.

Mr Manié dit qu'il a du prendre sur son temps de travail pour consulter le dossier de PLU proposé à l'arrêt. Il déplore qu'il n'ait pu découvrir la carte de zonage finalisée il y a seulement une semaine et que ce n'est pas de la concertation.

Mr le Maire rappelle que cette carte de zonage, élaboré sous sa première version dès 2013, a été présentée dès juillet 2014 et a fait l'objet de plusieurs modifications suite aux réunions tenues.

Elle n'est que le reflet graphique du règlement.

La carte de zonage intègre par ailleurs les contraintes du PPRi.

Mr le Maire précise que 180 remarques ont été formulées et que Mr Manié n'en a formulé que 3 au total.

Il rappelle qu'il y a eu quatre réunions de travail sur le Règlement auxquelles la minorité municipale a été associée.

Mr le Maire note que sur une des quatre réunions, Mr Manié n'était pas présent et que chacune a duré entre 3 et 4 heures.

Mr Manié demande quand les élus ont parlé de la carte de zonage finalisée.

Mr Caplat rappelle que celle du PPRi est sur le site.

Mme Semay rappelle que deux ou trois cartes de zonage étaient sur la table lors de réunions.

Mme Brignone souligne que rien n'est figé et note qu'il y a des choses qui la « chiffonnent » aussi.

Mr Caplat informe que, pour ce qui concerne, la parcelle vers le Champ du Perron, les élus en ont parlé.

Mr le Maire rappelle que la carte a été discutée en Commission d'Urbanisme fin septembre dernier et qu'elle a été communiquée dans le cadre d'un compte rendu de Commission générale.

Mr Manié demande qui a tracé le zonage UBa.

Mr le Maire informe que c'est le Cabinet Urbi et Orbi qui l'a tracé suivant les données du PPRi.

Mr le Maire dit qu'il peut subsister des erreurs de transcriptions comme dans tout « devoir », ceci malgré plusieurs relectures de forme et, si certaines subsistent, elles seront corrigées.

La parole sera donnée aux Thilois lors de l'enquête publique à venir.

Mr Manié demande à partir de quand.

Mr le Maire répond que les Personnes Publiques Associées (PPA) ont trois mois pour se prononcer, ensuite le Tribunal Administratif de Lyon missionnera un commissaire enquêteur qui aura un mois pour organiser l'enquête publique.

Le projet de PLU est mis à disposition des PPA.

Leurs avis vont être soumis aux observations des Thilois et du commissaire enquêteur, et c'est ensuite que le commissaire enquêteur formulera son avis.

Mr le Maire invite, également, les membres du Conseil Municipal à formuler leur avis auprès du commissaire enquêteur.

Mme Duprat demande quand le projet sera mis à disposition des Thilois.

Mr le Maire estime aux environs du 23 avril prochain, pour la saisine du Tribunal Administratif en vue de la nomination d'un commissaire enquêteur, qui émettra un avis de portée d'intérêt général.

Mr Manié précise que selon la Préfecture le document est communicable dès l'Arrêt du PLU.

DELIBERATION N° 15.01.01 : ARRET DU PLU

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que suite à la clôture et au bilan de la concertation préalable, le projet de plan local d'urbanisme (PLU) prescrit par la délibération n° 10.02.07 du 11 mars 2010 doit être arrêté par délibération. Le projet de PLU sera ensuite communiqué pour avis aux personnes mentionnées aux articles L-121-4 et 123-6 du code de l'urbanisme.

Les modalités de la concertation :

Conformément aux exigences de l'article L-300-2 du code de l'urbanisme, par délibération n° 10.02.07 en date du 11 mars 2010, le Conseil municipal a décidé, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, d'associer les

.../...

habitants, les associations, les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, et d'informer la population selon différentes formes assurant un large accès du public : réunions publiques, rencontres avec les partenaires institutionnels, site internet, rendez-vous particuliers, publications municipales et presse, documents tenus à la disposition du public en Mairie aux heures et jours d'ouverture accompagné d'un cahier de concertation.

Plus particulièrement, la concertation a revêtu la forme suivante :

- affichage de la délibération prescrivant la révision du PLU pendant toute la durée des études nécessaires
- Six réunions pour le Diagnostic : les 07 novembre 2011, 07 décembre 2011, 18 janvier 2012, 22 février 2012, 28 mars 2012, 24 avril 2012 pour élaborer le diagnostic territorial et les enjeux du PLU et le 30 mai 2012 pour présenter le diagnostic territorial et les enjeux du PLU à laquelle ont participé les Personnes Publiques Associées (PPA),
- 4 articles dans la presse locale les 16 et 18 février 2014 et 02 novembre 2014 dans le Journal « Le Progrès » et le Journal « La Côtère » dans son édition des 19 au 25 juin 2014,
- 7 articles dans le bulletin municipal de juin 2010, avril - mai 2011, décembre 2011, janvier- février 2012, septembre - octobre 2013, février -mars 2014, avril 2014,
- deux (2) réunions publiques avec la population les 25 mai 2011 à 20 heures 30 et 12 juin 2014 à 20 heures 30,
- Mise en ligne sur le site internet communal des documents relatifs à la réunion publique du 25 mai 2011 et aux éléments du Diagnostic communal, mise à disposition en Mairie des documents relatifs à la réunion publique du 12 juin 2014,
- Une (1) réunion de concertation avec les représentants des professions agricoles le 26 septembre 2014,
- des rendez-vous individuels.

La commune a pris un soin particulier à permettre une large expression du public et à favoriser le débat :

- mise à disposition d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée, tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture : 2 observations y ont été consignées,
- 4 lettres ont été adressées à Monsieur le Maire,
- tenue de 18 rendez-vous individuels par Monsieur le Maire ou par les Maires adjoints,
- deux réunions publiques ont été organisées les 25 mai 2011 à 20 heures 30 et 12 juin 2014 à 20 heures 30.

Le bilan de la concertation et sa contribution

La concertation organisée a permis à la population et aux PPA d'exprimer leurs attentes et interrogations sur les principales thématiques du diagnostic :

Risques et inondation

L'essentiel des interrogations et inquiétudes a porté sur la problématique « inondation » et surtout sur celle de l'assainissement. Ces deux grandes thématiques qui encadrent le processus de révision du PLU ont donné lieu à deux grandes études :

- l'une conduite par les Services de l'Etat a concerné la révision du Plan de Prévention du Risque inondation (PPRi), dont l'enquête publique a eu lieu du 10 décembre 2012 au 12 janvier 2013, puis a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 17 mai 2013,
- l'autre conduite par la commune a concerné l'actualisation du Schéma Directeur d'assainissement communal, dont l'enquête publique a eu lieu du 23 novembre 2013 au 23 décembre 2013, puis a été approuvé par délibération n°14.01.03 du 15 février 2014.

Le Projet d'Aménagement et de Développements Durables (PADD) insiste sur la protection des habitants contre les risques et nuisances. A cet égard, il est prévu de ne pas autoriser de nouvelle construction sur les secteurs classés en zone rouge dans le PPRi. Le règlement du PPRi applicable fixe des prescriptions conservatoires en matière d'information : Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM), de prévention et de protection des habitations et des habitants : le Plan Communal de Sauvegarde (PCS).

Concernant les nuisances liées aux autoroutes et à la voie grande vitesse, une réflexion pour limiter les vues sur ces infrastructures a amené la commune à localiser des haies à protéger.

Déplacements

La population a exprimé ses attentes sur les réflexions à mener à l'échelle intercommunale. Des projets et des réalisations existent en matière de déplacement local tant en matière de réseau de navettes intercommunales (COLIBRI) qu'en matière de « déplacement modes doux ». Des discussions sont également en cours avec le Conseil Général.

Le projet communal intègre ces réflexions dans l'orientation n° 2 du PADD. Le PLU n'a certes pas la capacité de prévoir un programme d'action chiffré ainsi qu'une enveloppe budgétaire en lien aux actions à mener. En revanche, l'inscription de cette orientation n° 2 exprime une volonté ferme de la commune de favoriser leur développement.

La sécurisation du chemin du Mas Durand, qui est largement emprunté par les écoliers habitant dans le nouveau lotissement, est une attente forte de la population. Le PLU n'a pas vocation à programmer des travaux de voirie, mais la commune réfléchit à la programmation de ces investissements.

Forme urbaine et densification

La suppression des minimas parcellaires et du coefficient d'occupation des sols dans le futur règlement du PLU doit offrir aux propriétaires les outils pour favoriser une densification. Mais cette initiative privée sera encadrée par la réglementation des formes urbaines (gabarits, hauteurs, implantation) par le PLU. En particulier, pour faire écho à une inquiétude exprimée à propos de la préservation du cadre de vie du village, il est prévu d'interdire les constructions de plus de 2 niveaux.

Les rendez-vous individuels ont permis d'exposer à la population ces outils qui permettront de remplir l'objectif de densification tout en préservant le cadre de vie.

Logement

En réponse aux interrogations, certains tènements ont été identifiés et fléchés avec prescriptions dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation et le Zonage. Ils ont vocation, d'une part, à accueillir une part des logements locatifs aidés qui doivent être construits sur la commune afin de respecter le PLH en vigueur et, d'autre part, l'objectif d'atteindre d'ici 2030 10 % de logements sociaux sur l'ensemble des constructions pour rejoindre les dispositions du Schéma de Cohérence Territoriale Bugey Côtère Plaine de l'Ain (SCoT BUCOPA).

Agriculture

La concertation avec le monde agricole a conduit à restituer au milieu agricole des tènements qui, dans une première réflexion, pour le premier avait été maintenu dans le zonage à destination de l'aménagement urbain et pour le second réservé à l'urbanisation future. Cette modification n'obère pas les objectifs de densification de l'enveloppe urbaine.

Le projet de PLU

A la suite du Diagnostic, les principales recommandations des PPA ont porté sur les points suivants :

- 1- la mise en place d'un zonage d'assainissement collectif et la mise en cohérence du zonage urbain notamment dans les futures zones à urbaniser « AU » avec le zonage d'assainissement,
- 2- le respect des préconisations des documents supérieurs en matière de développement démographique,
- 3- la mise en place d'une mixité sociale et d'une mixité typologique,
- 4- l'amélioration des déplacements, notamment modes « actifs » (modes doux),
- 5- la prise en compte et préservation du paysage, notamment agricole et fluvial.

Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développements Durables (PADD) ont été débattues au sein du conseil municipal du 15 février 2014 puis le 09 octobre 2014 autour des orientations générales d'aménagement et d'urbanisme stratégiques suivantes, à savoir :

- orientation n°1 : recentrer le développement dans l'enveloppe urbaine de la commune
- orientation n°2 : intégrer la réflexion intercommunale dans l'organisation des liaisons communales,
- orientation n°3 : protéger et valoriser les paysages et l'environnement naturel, notamment la zone Natura 2000,
- orientation n°4 : adapter l'économie aux atouts propres au territoire.
-

Le projet de PLU soumis au conseil municipal pour être arrêté ce jour intègre parfaitement ces recommandations et traduit les orientations programmées.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal,

- Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 123-1 et suivants, R 123-1 et suivants,
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 11 mars 2010 prescrivant l'élaboration du PLU et fixant les modalités de la concertation,
- Entendu le débat au sein du conseil municipal des 15 février et 9 octobre 2014 sur les orientations du projet d'aménagement et de développements durables,
- Entendu l'exposé de M. le Maire,
- Vu le projet de PLU et ses annexes,
- Considérant que ce projet est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration et aux organismes qui ont demandé à être consultés,

après en avoir délibéré,

.../...

- Tire le bilan de cette concertation tel qu'il vient d'être exposé en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme,
- Arrête le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente en application de l'article L 123-9 du code de l'urbanisme,
- Précise que le projet de Plan Local d'Urbanisme sera communiqué pour avis :
 - o à l'ensemble des personnes publiques mentionnées aux articles L 121-4 et L 123-6 du code de l'urbanisme.
 - o aux communes limitrophes et aux organismes qui ont demandé à être consultés
 - o aux présidents d'associations agréées qui en feront la demande.
- Charge Monsieur le Maire d'exécuter la présente délibération et notamment de signer tout document de type administratif, technique, ou financier relatif à cette opération.

| | |
|------------|----|
| Pour | 10 |
| Contre | 4 |
| Abstention | 0 |

Mr Zimerli justifie son vote contre : il précise que le classement en zone Rouge du PPRi induit la non constructibilité des terrains dans l'enveloppe urbaine et s'étonne de la possibilité de réalisation par la CCMP d'un stade de BMX dans la zone Actinove classée Rouge au PPRi. Le règlement est fait pour permettre l'installation du BMX dans la ZAC Actinove.

Il informe que la CCMP pourra taxer les Thilois pour préserver le risque inondation pour cette problématique pour aggravation du risque inondation.

Mr le Maire précise que le tènement est de quatre hectares. Au titre du Règlement du PPRi, il peut être utilisé à d'autres destinations.

Mr Le Maire rappelle que le PPRi a été voté par le Conseil Municipal précédent par 14 voix pour et une abstention.

Mr le Maire précise que la CCMP sera tenu de se conformer aux dispositions du PPRi et que le PLU prescrit des contraintes supplémentaires dont une étude hydrogéologique approfondie pour encadrer les risques.

La CCMP sera tenue de respecter l'ensemble des dispositions pour faire en sorte que tout ce qui est écrit soit respecté.

Mr Manié intervient pour dire que le débat ne porte pas sur le fond.

Mr Le Maire précise que ses remarques présentes portent sur les problématiques relatives au risque inondation.

Mr le Maire précise qu'au titre de la loi GEMAPI (Gestion de l'eau des Milieux Aquatiques et Prévention Inondation), la communauté de communes sera tenu d'assumer les responsabilités en matière de gestion de l'eau.

4. DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Mr le Maire donne lecture du préambule au Débat d'Orientation Budgétaire.

« Mes chers collègues,

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a pour objet de présenter au débat les principales orientations qui présideront à l'élaboration des Budgets communaux pour 2015 (Budget Principal – Budget Assainissement et Budget du CCAS).

Ceux-ci seront proposés à votre délibération en mars prochain.

Le cadrage des orientations budgétaires se doit d'être situé dans le contexte économique du pays.

J'y ajoute, pour ma part, celui de l'organisation territoriale : Les choix et les priorités de la commune, notamment pour ce qui concerne les investissements, se doivent de tenir compte des évolutions à venir. Nous avons acté, lors de l'approbation du Règlement Intérieur le 3 avril 2014, et pour la première fois dans notre commune, la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), ceci bien que nous n'ayons aucune obligation pour le faire.

1. Le cadrage d'ensemble : Impact du contexte économique national et la montée en puissance du « bloc communal »

Le contexte national est connu de tous : notre pays est à la peine, plombé par une dette qui a franchi le cap des 2000 Milliards d'€uros en 2014.

Les collectivités locales et territoriales comptent dans leur ensemble, pour 9,5% de la dette globale. Leur part relative a connu un dérapage important entre 2012 et 2013.

.../...

Plusieurs éléments expliquent le dérapage du déficit des administrations locales. La faible progression des recettes prélevées par les collectivités qui n'a pu compenser le rythme des dépenses :

- Les dotations et participations de l'Etat ont baissé (- 1,5 %) en 2013, de même que la fiscalité indirecte (- 2,4 %).
- Les impôts locaux, qui ont rapporté 2,3 % de recettes supplémentaires, n'ont pas suffi à rééquilibrer la balance.

S'ajoute le transfert larvé de compétences de l'Etat vers les collectivités locales sans contreparties financières.

Le budget 2015 doit, quant à lui, intégrer la donne économique que nous impose le Gouvernement : la baisse des dotations et participations de l'état se double de l'augmentation du Fond de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales. Ces deux tendances créent un effet « ciseau » potentiellement dévastateur pour les finances communales.

Pour autant, la situation de nos finances communales peut être regardée avec une confiance raisonnable.

Plusieurs facteurs se combinent, en effet, pour permettre d'atténuer ces effets négatifs : certains joueront à court terme, d'autres à l'horizon du mandat :

- Des ressources financières restent mobilisables auprès de la communauté de commune :
 - solde du fonds de concours,
 - reste à réaliser de l'AP/CP relatif aux travaux de mise en sécurité Rue neuve. Je rappelle qu'en novembre 2013, vos élus avaient fait le choix d'en différer les travaux pour les coordonner avec ceux de l'assainissement collectif, la rue Neuve étant intégrée dans la première tranche de réalisation,

Le volet financier du Projet de territoire permettra d'aborder à nouveau la problématique de la solidarité communautaire.

Je plaiderai pour que les petites communes puissent être en mesure de maintenir un niveau de qualité de services publics de proximité égal à celui qui prévaut pour les « grandes communes » et que le pacte financier nous permette de maintenir une Capacité d'Autofinancement nous permettant de financer nos investissements courants.

- Le bail emphytéotique administratif conclu avec la SEMCODA est – répétons-le une nouvelle fois – une solution qui garantit à la commune non seulement l'entretien en parfait état de son patrimoine immobilier, lui évite d'avoir à supporter les dépenses d'entretien qui incombent à tout propriétaire et lui procure un apport d'argent dont nous aurons à débattre de sa dévolution.
- La progression maîtrisée du nombre d'habitants de la commune jouera, à terme du mandat, sur une progression raisonnable des ressources communales.

L'année 2014 a vu s'accroître la pression fiscale directe, il devrait en être de même pour 2015.

Afin de ne pas ajouter plus de pression fiscale à celle qui résultera de l'augmentation des valeurs des bases locatives décidées par le Parlement - sur lesquelles nous n'avons strictement aucune prise - il est impérieux, comme nous l'avons précisé lors de la Cérémonie des Vœux, de ne pas vous proposer d'augmenter les taux des taxes communales (TH – TF et TFNB).

Les marges de manœuvre dans lesquelles nous aurons à construire nos budgets seront donc extrêmement limitées.

« L'effet ciseau » évoqué doit conduire les élus que nous sommes à faire preuve de courage et à exercer pleinement nos prérogatives et nos compétences en privilégiant l'efficacité de la dépense publique.

- Concernant les dépenses de fonctionnement qui ont, par nature, une forte inertie, il importera de maintenir notre vigilance quant à leur évolution comme nous l'avons fait depuis 2008. Nous avons eu, à plusieurs reprises, l'occasion de dire au sein de la présente assemblée depuis le début du mandat, qu'il est proprement illusoire de laisser croire à nos concitoyens, comme nous l'avons entendu ici ou là, à la possibilité d'accroissement des dépenses liées à la charge des salaires et au recrutement de personnels communaux supplémentaires au prétexte de répondre aux demandes de service public de proximité.

Tout en rappelant que les services de proximité sont particulièrement développés sur notre territoire comme le relevait dans une récente édition le Journal « La Côtère », leurs développements obligent, avant tout, dans le contexte décrit, d'évaluer leurs pertinences et de qualifier les besoins pour

.../...

rechercher, dans les mutualisations possibles et au moindre coût, les solutions les plus adaptées aux besoins.

Je vous invite à rejoindre, ainsi, la position de la Cour des comptes qui pointe l'impérieuse nécessité de « faire mieux ou, au pire autant, avec moins » et d'engager de véritables politiques de mutualisation.

Toutes les solutions de groupements de commande seront généralisées car celles-ci permettent de réduire la charge du travail dans la gestion des procédures de la commande publique et sont sources d'économie.

- Quant aux investissements, la plus grande sélectivité s'impose avec la nécessité de maintenir, en priorité, la conservation du patrimoine communal et permettre d'engager les études d'ingénierie technique et financière de l'assainissement.
La prudence doit nous inviter à conserver la plus grande latitude possible pour aborder dans les meilleures conditions possibles le financement des travaux de l'assainissement collectif.

Le projet de territoire en cours d'élaboration au sein de la CCMP sera un des moteurs efficaces de l'accompagnement de notre action municipale.

Nous en avons mesuré les bénéfices en matière d'aménagements de nos voiries et de services notamment en matière de transport en commun.

Je milite pour que le pacte de territoire qui en résultera permette d'approfondir les sujets relatifs à l'évolution et aux transferts de compétences en matière d'assainissement, des nouvelles formes de mobilité et de gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

Sur ce dernier point, je porterai au sein de la Communauté, avec pragmatisme, la nécessité de monter en puissance sur l'ensemble de ces enjeux de la même manière que je porte au sein du Symalim – dont la situation financière est elle même délicate - la nécessité pour la nouvelle Métropole d'assumer ses responsabilités en matière de restauration hydraulique du Rhône Amont.

Il s'agit de donner du sens à l'action publique que nous engageons et de la lisibilité pour nos concitoyens.

2. Principales orientations 2015

Les orientations du prochain budget doivent amorcer la trajectoire d'équipements issue du Schéma Directeur de l'Assainissement et du Plan de Prévention du Risque inondation et par l'arrêt du PLU en matière d'investissements sans oublier les services et activités de proximité et le soutien aux associations.

I. Assainissement

L'heure est venue de lancer les études d'ingénierie permettant de qualifier le plan opérationnel de la mise en œuvre de l'assainissement collectif.

Si nous en connaissons les grands objectifs : en premier lieu, desserte de l'ensemble du secteur du périmètre de protection du puits de captage, il importe d'avoir une vue d'ensemble du déploiement des travaux sur l'ensemble des zones concernées du territoire communal.

Je souhaiterai, dans ce cadre, que nous nous donnions les moyens de nous assurer, et surtout d'assurer à nos administrés, la pertinence des orientations en matière de traitement des effluents.

Un cabinet d'ingénierie en déterminera les conditions de réalisation technique et économique.

Dans le cadre d'une mission pluri annuelle, je vous propose, puisqu'il s'agit d'un projet d'aménagement urbain, d'inclure aux études d'ingénierie deux volets complémentaires ayant pour objet, pour le premier, la mise en valeur environnementale et la requalification des voiries et, pour le second, une stratégie de concertation avec les riverains déclinée par phases de projet.

II. Prévention inondation

En la matière, il s'agit de donner à la commune les moyens d'assumer sa part de responsabilité. Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) impose pour être opérationnel de nous doter d'outils spécifiques en matière de télécommunication mais également de nous assurer de la disponibilité d'un certain nombre d'équipements et d'aménagements.

III. Voirie

Concernant les travaux de voirie, l'adhésion au Groupement de commande organisé par la CCMP donnera la capacité à notre commune d'acheter au meilleur coût des prestations d'entretien courant et de réfection des segments de voirie communale.

Nonobstant les travaux et opérations de voirie pour lesquels la Communauté de communes a été saisie au titre de ses compétences, Monsieur le Premier Adjoint formulera des propositions à la Commission Voirie si possible dans le cadre d'une dotation budgétaire pluri annuelle.

IV. Entretien et modernisation du patrimoine

Depuis 2008, la commune réalise régulièrement, chaque année, des opérations de préservation de son patrimoine, en réalité celui de nos administrés.

Dégagée des contingences d'entretien des appartements communaux grâce au BEA, les ressources seront orientées vers l'entretien du patrimoine. La Bibliothèque est identifiée comme l'une des priorités. Je me fais, à ce propos, votre porte-parole pour saluer l'effort entrepris l'an dernier pour donner plus de clarté au classement des livres et remercier l'équipe de bénévoles qui œuvrent depuis plusieurs décennies au service de tous et, en particulier, au service des enfants pour le développement de la lecture publique.

D'autres priorités seront à dégager au sein de la Commission Travaux.

V. Petite enfance et temps périscolaires

La mise en application des temps périscolaires a été une réussite grâce à l'implication de tout le personnel communal mais également l'apport éducatif du FC Luenaz.

Le partenariat amorcé avec nos voisins de Beynost s'est prolongé avec la facilitation d'accès à l'ALSH GABI par la mise en œuvre d'un transport de « porte à porte » les mercredis après les cours du matin.

La Commission Vie scolaire en évaluera sa pertinence et sa pérennisation au regard des alternatives potentielles.

VI. Commerce de proximité

Créé pour relayer l'initiative du Printemps dernier en faveur du soutien à l'épicerie locale, le Comité Consultatif Communal a mobilisé en son sein les représentants des associations qui ont répondu favorablement à la sollicitation municipale.

L'initiative a permis que s'enclenchent des partenariats commerciaux dont certains sont en cours de finalisation ainsi que des actions de promotions ponctuelles.

Le Comité, ayant suggéré l'organisation du « Premier village des artisans » à Thil en mai prochain avec le soutien de l'ACA de la CCMP, je propose qu'en relation avec la Commission communication, des moyens très limités puissent être dégagés pour accompagner cette action de promotion des activités de nos commerces et de nos artisans.

VII. Associations

Les associations qui sont, dans leur diversité, le rouage essentiel du bien vivre ensemble devront être soutenues : les associations agréées qui le souhaitent sont appelées à formuler leurs demandes de soutien à leurs manifestations.

Celles –ci seront instruites dans le cadre de l'examen du budget.

Les demandes des associations qui militent pour des objectifs citoyens, caritatifs ou éducatifs seront, quant à elles, instruites au sein du CCAS.

Pour conclure, je vous invite à partager avec moi pour la construction et la mise en œuvre du Budget, la métaphore du Colibri, moqué par le Tatou de croire qu'avec la goutte d'eau transportée dans son bec, il éteindra à lui seul la forêt équatoriale en feu, lui répond simplement : Je fais ma part du travail !

Je vous remercie de votre attention et vous donne la parole pour le débat. »

A la suite, Mr Maisonnas rappelle que le budget sera préparé en Commission Finances et Commission Générale. Des choix seront à faire notamment en investissements.

.../...

Le modèle du groupement de commandes pour la voirie est une bonne chose et il est très favorable à ce système.

Il note que travailler sur plusieurs années est intéressant, cependant il faudrait savoir jusqu'où l'état va se désengager.

Mme Semay précise qu'en clair, il faudra faire preuve d'ingéniosité.

Mme Dupuy-Roudel note qu'il faut travailler davantage sur l'efficacité, il convient d'étudier les coûts fixes et les coûts variables.

Mme Brignone rappelle que les associations sont là pour faire vivre le village.

Mr Guillard souligne que sur les travaux pluriannuels c'est indispensable. L'école de Thil a besoin d'avoir des travaux réguliers engagés. Certaines classes ont besoin d'être réhabilitées, il faut travailler sur tout le mandat.

Mr Maisonnas note que c'est un bon exemple.

Mr Guillard demande si les travaux de marquage au sol de la cour de l'école pourraient être intégrés au marché en groupement de commande de Voirie.

Mr le Maire précise que, dans le cadre de la concertation sur ce marché, la Communauté adressera aux communes le bordereau de prix unitaires et dans ce cadre il suggère que ce type de demande puisse être formulée.

Mr le Maire rappelle qu'il a été proposé que les subventions aux associations à caractère caritatif, soient traitées par le CCAS.

DELIBERATION N° 15.01.02 : DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2015

Monsieur le Maire expose que le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) a pour objet de discuter des grandes orientations qui présideront à l'élaboration du prochain budget primitif conformément aux dispositions de l'article L.2312-1 et suivants du CGCT).

- Considérant que le débat en Conseil Municipal doit avoir lieu, au plus tard, dans les deux mois précédant l'examen du budget,
- Considérant que le débat sur les orientations générales présidant à l'élaboration du budget primitif 2015 s'est déroulé ce jour au Conseil Municipal,
- Considérant que le contenu de ce débat n'est pas soumis au vote mais son compte rendu figure au registre des délibérations de la commune de THIL,

Le Conseil Municipal :

- PREND ACTE de la tenue ce jour, au sein du Conseil Municipal, du débat portant sur les orientations budgétaires de la commune de Thil pour l'année 2015
- DIT que la présente délibération à laquelle est annexé le texte introductif au débat sera affichée pendant un mois en mairie et mise en ligne sur le site communal dès retour du contrôle de légalité.

| | |
|-------------|----|
| Pour | 12 |
| Contre | 0 |
| Abstentions | 2 |

5. CONVENTION DE PORTAGE FONCIER

Mr Maisonnas rappelle le transfert du Droit de Préemption Urbain à l'EPF de l'Ain. Cet organisme va donc acquérir la parcelle en question pour le compte de la commune et la conserver en attendant que la commune face son opération. Cela peut durer quatre ans, ensuite soit la commune revend le bien à un opérateur, soit le délai est prorogé, pendant 5, 6... jusqu'à 10 ans maximum.

Mr Manié est contre car le futur PLU autorisera les constructions de petits immeubles qui pourraient faire des logements sociaux.

Mr le Maire rappelle que le fait d'avoir autorisé l'EPF à préempter pour le compte de la commune, c'est pour saisir une opportunité.

Concernant les logements locatifs aidés, le PLU tel que proposé à l'Arrêt dote la commune d'outils lui permettant de maîtriser leur développement, ce qui n'est pas le cas dans le POS/PLU actuel.

Mr le Maire rappelle à Mr Manié qu'avec ces outils, la commune se dote ainsi de la capacité de maîtriser la mixité sociale et c'est une évolution notable car cela n'a pas été le cas lors de la réalisation du lotissement du Clos des Platanes.

De plus, il a demandé à ce que le Quai des Amours soit classé comme élément de patrimoine naturel remarquable ce qui confère des contraintes qualitatives supplémentaires en matière de construction.

Il rappelle que le principe de base sera la concertation avec les riverains concernés. Il précise avoir échangé sur ce thème avec une personne riverain qui était inquiète.

La concertation avec les riverains sera pilotée par la Mairie.

DELIBERATION N° 15.01.03 : CONVENTIONS DE PORTAGE FONCIER ET DE MISE A DISPOSITION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE L'AIN
Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur rappelle la délibération n° 14.08.02 du 29 novembre 2014 déléguant à l'Etablissement Public Foncier de l'Ain (EPF 01) son droit de préemption urbain en vue de l'acquisition des tènements situés 388 rue du Canal et « Au village » sis à THIL (01120) cadastrés sous les numéros : 842p (2055) – 843p (2058) – 837 (BND) – 1885 de la section A, d'une superficie respective de 17a 54ca, 01a 14ca, 49ca, 9a 06 ca appartenant à Monsieur Jacques Velien résidant 57, Faubourg des Moulins Bâtiment B 38400 CREMIEU.

A la suite de l'accord donné par le Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier de l'Ain (EPF 01) en sa séance du 05 décembre 2014 pour procéder à l'acquisition des tènements susvisés sur la base de l'évaluation communiquée par France Domaine, soit la somme de 250000 euros (hors frais de notaire et autres en sus) pour permettre à la commune de développer un projet de création de logements en mixité sociale, il convient,

1. d'une part, d'approuver :
 - la convention de portage foncier ci-après annexée détaillant les modalités d'intervention pour l'acquisition des biens ci-dessus mentionnés, d'accepter les modalités d'intervention de l'EPF en particulier le mode de portage de cette opération et les modalités financières,
 - la convention de mise à disposition des biens ci-dessus mentionnés et ci-après annexée
2. d'autre part, d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes et conventions nécessaires à leur application.

Vu les projets de conventions, ci-après, annexés,
 Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,
 Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL :
DECIDE :

- d'approuver les modalités d'intervention de l'EPF pour l'acquisition des biens ci-dessus mentionnés,
- d'accepter les modalités d'intervention de l'EPF, en particulier, le mode de portage de cette opération et les modalités financières,
- d'approuver la convention de mise à disposition des biens ci-dessus mentionnés,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes et conventions nécessaires à l'application de la présente délibération.

| | |
|------------|----|
| Pour | 11 |
| Contre | 3 |
| Abstention | 0 |

6. ENCARTS PUBLICITAIRES

Mme Semay informe que pour pouvoir assurer l'autofinancement du guide de Thil, il est envisagé d'avoir recours à la publicité. Elle précise que les tarifs ont été étudiés en commission communication.

DELIBERATION N° 15.01.04 : TARIF DES ENCARTS PUBLICITAIRES DANS LES PARUTIONS MUNICIPALES
Rapporteur : Yannick Semay

Madame la Maire Adjointe en charge de la Communication rappelle au Conseil Municipal qu'il a été débattu lors du Conseil Municipal du 20 juin 2014 la possibilité d'avoir recours à un financement des parutions par l'insertion d'encarts publicitaires.

La perspective d'édition d'un « Livret d'accueil » destiné à l'ensemble des ménages thilois dans lequel serait inséré le Document d'Information sur les RISques Majeurs rend nécessaire le recours au financement par la publicité.

De façon complémentaire, les ressources publicitaires pourront être mobilisées pour des parutions municipales.

A cette fin la Commission Communication, réunie le 08 janvier 2015, a formulé des propositions de tarification différenciée selon la taille des encarts publicitaires.

Ces propositions sont consignées comme il suit :

| Dimension de l'encart | Tarif |
|-----------------------------|-------|
| 1/10 ^{ème} de page | 50 € |
| 1/6 ^{ème} de page | 100 € |
| ¼ de page | 150 € |
| ½ page | 250 € |

Le Conseil municipal, entendu les explications de Madame la Maire Adjointe et après en avoir délibéré,

- Décide le principe de financement par l'insertion d'encarts publicitaires des parutions municipales ;
- Accepte les propositions de tarification des encarts publicitaires comme il suit :

| Dimension de l'encart | Tarif |
|-----------------------------|-------|
| 1/10 ^{ème} de page | 50 € |
| 1/6 ^{ème} de page | 100 € |
| ¼ de page | 150 € |
| ½ page | 250 € |

- Donne pouvoir à Monsieur le Maire et à Madame la Maire Adjointe en charge de la Communication pour solliciter toutes organisations et entreprises à cette fin.

| | |
|------------|----|
| Pour | 14 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

7. **GROUPEMENT DE COMMANDES VOIRIE**

Mr Maisonnas rappelle qu'afin d'obtenir des prix intéressants, il est préférable d'avoir recours au groupement de commandes. Dans le cas présent, c'est la CCMP qui est coordonnateur du groupement de commandes.

Mr le Maire rappelle que les deux membres à nommer seront forcément issus de la commission communale d'appel d'offres. Il en rappelle les membres.

Il demande parmi les membres de la CAO communale présents, quels sont ceux qui sont candidats pour le poste de titulaire et celui de suppléant.

Il propose sa candidature, notamment parce qu'en charge de la commission voirie au sein de la CCMP.

Mr Jullian est proposé en qualité de suppléant.

Mr Guillard demande si le traçage des cages de football entre dans ce groupement de commandes.

Mr le Maire répond que le Cabinet d'études va proposer une liste de prix qui sera ensuite diffusée aux communes, qui pourront à leur tour, rajouter des items.

Un travail sera à faire pour s'assurer que tous nos besoins seront couverts par les items de prix.

DELIBERATION N° 15.01.05 : CONVENTION EN VUE D'ETABLIR UN GROUPEMENT DE COMMANDE ET DE DESIGNER LA CCMP EN TANT QUE COORDONNATEUR POUR LES TRAVAUX DE VOIRIE, RESEAUX DIVERS ET SIGNALISATION HORIZONTALE

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Maire rappelle au Conseil qu'a été instruit au sein des instances de la Communauté de communes de Miribel et du Plateau, le projet de constitution d'un groupement de commandes pour des travaux de voirie, réseaux divers et pour la signalisation horizontale avec pour objectif de :

- permettre d'obtenir en fonction des volumétries des travaux les meilleurs prix possibles au regard des conditions de la concurrence et du marché,
- mutualiser les coûts d'organisation de la commande publique.

A la suite des réunions de concertation tenues au sein de la Communauté de communes, l'autonomie des membres du groupement a été retenue au terme de laquelle, chaque acheteur signe un marché à hauteur de ses besoins propres avec l'attributaire commun, lui en notifie les termes et s'assure de sa bonne exécution.

Chaque Collectivité, membre du groupement de commande pourra ainsi décider de la date de notification du marché à bons de commande et de sa reconduction potentielle au-delà de la durée initiale.

Pour ce faire, il convient au préalable d'établir un groupement de commande autorisant la CCMP en tant que coordonnateur à lancer cette consultation conformément aux dispositions de l'Annexe au décret 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics et notamment de l'article 8 du Chapitre III du Titre II pour la passation d'un marché à bons de commande pour des travaux de voirie, réseaux, divers (lot 1) et signalisation horizontale (lot 2).

Le projet de convention, ci-après, a été validé par le Bureau communautaire de la CCMP qui a reçu délégation du conseil communautaire lors de la séance plénière du 18/12/2014.

Il porte création du Groupement de commande dans les termes ci-avant mentionnés et fixe à 200 euros la participation financière relative de la commune de THIL pour la gestion du processus de la commande publique.

Chaque commune désignant par ailleurs, un titulaire et un suppléant issu de la Commission d'Appels d'Offres communale pour siéger à la Commission d'Appels d'Offres intercommunale chargée de désigner le titulaire du marché relatif au groupement de commande.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- approuve la participation de la Commune de Thil au groupement de commande,
- autorise Mr le Maire à signer la Convention de groupement de commande ci-après annexée,
- désigne Mr Bruno LOUSTALET, membre de la Commission d'Appel d'offres comme membre titulaire et Mr Christian JULIAN, comme membre suppléant à la Commission d'Appel d'offres relative au groupement de commande

| | |
|------------|----|
| Pour | 14 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

8. ENQUETE PUBLIQUE « AUTORISATION D'EXPLOITER UNE UNITE DE METHANISATION PRESENTEE PAR LA SOCIETE ST LOUIS ENERGIES SITUEE A ANTHON »

Thil est concernée car des terrains identifiés pour l'épandage des « digestats » mais le Conseil Municipal n'a pas été invité à délibérer sur le sujet.

Mr Caplat rappelle les termes de l'enquête publique Biogaz et Fertilisant en mettant en avant les nuisances éventuelles (trafic de transport supplémentaire, odeurs, fréquence supérieure par rapport aux fertilisants utilisés aujourd'hui...).

Il rappelle que la distance minimale entre habitations et terres fertilisées, est de 50 mètres. Il semblerait que le Clos des Platanes et les Ilets ne soient pas mentionnés dans l'enquête publique.

Mr Caplat demande à ce que la carte soit mise à jour.

Mr Zimerli rappelle que l'on n'a pas le droit de dépasser une certaine dose d'azote par hectare.

Mr Manié demande si les résidus sont chargés en nitrate.

Mr Zimerli répond dans l'affirmative. Il souligne que le fumier et le lisier, déchets organiques (en déchèterie) peuvent être mis dans un méthaniseur.

Mr Manié note qu'il serait bien d'être informé plus tôt. Il fait référence à une mise en garde de Mme C. (mail qu'elle a adressé aux élus le 12 janvier 2015).

Il est inquiet concernant les parcelles de la commune de Niévroz qui sont dans le cône du puits de captage. Il demande quel est le pouvoir de la Municipalité.

Mr le Maire répond que ce qui ressort du processus de méthanisation, c'est moins grave que les produits azotés qui viennent d'Egypte. Il souligne que le bureau d'étude a fait une étude sérieuse sur le sujet, les risques sont jalonnés, Niévroz est impacté.

Aussi, Mr le Maire va contacter le Maire de Niévroz en sa qualité de Président du Syndicat des Eaux, afin de s'assurer que ce dernier a émis les réserves nécessaires. Il rappelle que dans une annexe du PLU, il y a tout un volet sur l'eau.

La commune reste en alerte sur la qualité des eaux. Il mettra en évidence que les deux lotissements n'ont pas été pris en compte.

L'affichage légal a été effectuée depuis le 08 décembre dernier et doublé par une information sur les panneaux lumineux.

Mr Guillard s'inquiète de la pollution olfactive.

Mr Zimerli répond que le « digestats » sent beaucoup moins que le compost de déchets verts.

Mr le Maire précise qu'un courrier sera adressé avant le 31 janvier prochain à l'attention du Commissaire Enquêteur en Mairie d'Anthon ou sur le site.

9. QUESTIONS DIVERSES

Mr le Maire suspend la séance et donne la parole au public.

Mme C... note que Thil est aussi impacté que les communes voisines, que c'est un process non maîtrisé. Les dérives possibles ne sont pas gérées. Le risque est qu'à terme, n'importe quel produit (chimique, pharmaceutique...) soit mis dans le méthaniseur avec toutes les conséquences que cela peut avoir.

Sa deuxième intervention porte sur le PLU. Elle demande s'il est en consultation et lorsque les Personnes Publiques Associées l'auront consulté et émis leurs avis, il sera modifié avant présentation aux Thilois, pour tenir compte de leurs observations.

Mr le Maire explique à nouveau le processus concernant les PPA qui sera à la main du commissaire enquêteur.

Mr le Maire prend l'exemple du patinage artistique pour expliquer que le PLU Arrêté est en quelque sorte les réponses de la commune aux « figures imposées » par l'Etat.

La Municipalité a fait un diagnostic des contraintes puis a projeté une vision de Thil sous dix ans compte tenu des demandes formulées par l'Etat.

L'état et la PPA vont formuler leurs observations sur le PLU arrêté.

Ces observations seront incluses au dossier d'enquête publique qui sera soumis aux thilois.

Ces derniers après consultation formuleront leurs remarques sur le PLU Arrêté par le Conseil municipal et sur les Avis portés par les des PPA à la suite.

Mme Semay explique à son tour le process.

Mme C... demande ce qui empêche les Thilois de consulter ce document alors qu'il va être communiqué aux communes environnantes.

Mr Manié rappelle qu'à sa connaissance, le document est transmissible aux Thilois dès l'approbation de la délibération.

Mr le Maire précise qu'un certains nombre de documents relatifs au PLU sont accessibles sur le site depuis longtemps : Diagnostic, Plan d'Aménagements Durables, le règlement et les cartes du PPRi et ainsi que le rapport de présentation et les cartes de zonage de l'assainissement

Concernant la possibilité de communication des autres documents, il pense que non mais il dit qu'il se renseignera à la Préfecture dès le lendemain afin de s'assurer de la communicabilité du document.

Mme D... demande si les Thilois auront connaissance des remarques des PPA au moment de l'enquête publique.

Mr le Maire répond dans l'affirmative.

L'ordre du jour étant épuisé,
La séance est levée à 22 h 30.